

GARVER, John W. *Face Off : China, the United States and Taiwan's Democratization*. Seattle, University of Washington Press, 1998, 298 p

Donald Cuccioletta

Volume 30, Number 3, 1999

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/704070ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/704070ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Cuccioletta, D. (1999). Review of [GARVER, John W. *Face Off : China, the United States and Taiwan's Democratization*. Seattle, University of Washington Press, 1998, 298 p]. *Études internationales*, 30 (3), 624–626.
<https://doi.org/10.7202/704070ar>

ment des études économiques du développement, à travers l'adaptation des outils, la prise en compte de l'évolution de l'environnement du processus, l'intégration de dimensions humaines et sociales. Dans cette optique, l'histoire peut se révéler d'un apport important tant dans la compréhension du présent que dans la formulation d'hypothèses sur l'avenir. Cet avenir se joue également sur le terrain, ce dont témoigne le représentant d'une ONG œuvrant dans les villes africaines.

Le second chapitre, « Prospective, régulation et politiques publiques », replace le développement durable dans un contexte de mondialisation et de dérégulation. En focalisant sur le court terme, le processus d'ajustement mis en œuvre depuis de longues années, n'a pas permis la réduction de la pauvreté et du chômage. De plus, la libéralisation et la dérégulation ont conduit au renforcement de la spécialisation internationale appauvrissante et écologiquement prédatrice des pays périphériques. Ce constat tend à démontrer la nécessité de prévisions à long terme dans des domaines aussi divers que l'économie, la technologie, le social et le politique. Enfin, le processus de développement durable ne pourra être mis en œuvre par le simple respect des forces du marché. Il convient de procéder à la mise en place d'instances de régulation tant au niveau international que national.

Le troisième chapitre, « Cheminement et enjeux du développement durable », propose des contributions principalement « axées sur la problématique institutionnelle, mais aussi théorique du développement durable » (p. 8). Le développement dura-

ble implique une « révolution culturelle », une harmonisation entre développement et croissance, un réaménagement des rapports entre l'État, le marché et la société civile.

En conclusion, R. Kothari lance un appel en faveur du développement durable présenté comme l'utopie éthique du 21^e siècle. En fin de volume on trouvera une biographie sommaire ainsi qu'une bibliographie sélective d'Ignacy Sachs. Malgré les efforts des éditeurs pour présenter un plan logique et équilibré, cet ouvrage souffre des contraintes de pluridisciplinarité et d'hétérogénéité propres à un mélange. Par ailleurs, on retrouve souvent les mêmes thèmes abordés par des contributions situées à l'intérieur de chapitres différents. Malgré cela, il convient de signaler l'intérêt de certains textes portant notamment sur l'approche économique du développement durable.

Bernard CONTE

CEAN – CED Université Montesquieu –
Bordeaux IV, France

ASIE

Face Off: China, the United States and Taiwan's Democratization.

GARVER, John W. Seattle, University of Washington Press, 1998, 298 p.

Dans son étude, John Garver attire l'attention sur la place essentielle qu'occupe Taiwan dans le contexte plus large des relations entre les États-Unis et la République populaire de Chine. Pour l'auteur, il appert que la Chine est devenue l'objet de la politique étrangère américaine toujours engagée dans une lutte contre le communisme. Cette lutte ferait que les

États-Unis sont prêts à défendre la légitimité de l'existence de Taiwan et sa supposée démocratie, nouvellement retrouvée.

La prémisse sur laquelle repose cette étude, est que Taiwan, maintenant un pays démocratique, doit être soutenu par les États-Unis parce qu'il est un symbole et un modèle pouvant faire contrepoids à celui de la Chine continentale. Garver tente de nous convaincre, ainsi que ceux du Département d'État américain, que Taiwan devrait devenir le fer de lance de la démocratie en Asie. Il faut donc démontrer, comme cela fut le cas lorsque Washington envoya sa flotte en 1996, aux dirigeants chinois que les États-Unis restent résolument engagés envers Taiwan.

L'auteur se sert de deux événements pour faire valoir sa thèse. Le premier était l'élection, pour la première fois dans son histoire, du président de Taiwan. Il semble, selon l'auteur, que cette élection ait eu lieu sous les menaces par le Département d'État américain de retirer l'aide américaine, si le régime ne changeait pas de visage. Cela fut une sorte de mini révolution démocratique qui pourrait être l'étincelle d'une transformation au sein des régimes totalitaires. Permettez-nous d'être sceptique envers une telle lecture de la situation.

Le second selon l'auteur, est que cette élection aurait suscité des discussions envenimées chez les hauts dirigeants du gouvernement chinois et à l'intérieur du Politburo du Parti communiste. Ainsi Garver tente de démontrer que Taiwan demeure à la tête de l'agenda politique chinois. Mais nulle part l'auteur n'indique que la Chine est aux prises, depuis dix ans

déjà avec la contradiction de mettre sur pied une économie de marché dans un pays officiellement communiste et que ce défi est au coeur de l'agenda politique, beaucoup plus que Taiwan.

Pourquoi, comme le souligne l'auteur, les manœuvres militaires chinoises sur les côtes de Taiwan au moment des élections? Mais Garver ne répond pas à cette interrogation. Il ne nous dit pas, que ces manœuvres ont été entreprises pour satisfaire une faction de l'armée rouge (oui il y a des luttes internes encore aujourd'hui, en Chine), qui a toujours préconisé une solution militaire au problème de Taiwan. Garver par son approche parfois simpliste au problème de Taiwan, oublie que la politique interne chinoise est d'une complexité énorme et que quelquefois il faut satisfaire les différentes factions pour maintenir un équilibre dans le pays.

Il est intéressant de noter que Garver utilise l'appellation désuète *The Republic of China* pour Taiwan. Même si toute la communauté mondiale reconnaît, n'en déplaise à Garver, que depuis qu'elle est membre du Conseil de sécurité de l'ONU à la place de Taiwan, c'est la Chine continentale qui est appelée République de Chine. Pourquoi alors vouloir, de la part de l'auteur, maintenir une appellation qui est de l'époque de la guerre froide?

L'auteur indique aussi que la politique étrangère de Taiwan est désormais plus pragmatique. Finies les grandes sorties du KMT (Kuomintang) sur la reprise de la Chine populaire, depuis la dernière élection présidentielle. Cependant Garver ne cesse de se référer aux nationalistes chinois (les dirigeants taiwanais) qui ont encore

le projet d'annexer la Chine continentale. Où est le pragmatisme dans une telle politique !

Au lieu de préconiser une solution à la Hong Kong, l'auteur aime mieux se tourner vers le passé. Mais ce retour au passé ne correspond plus aux objectifs de la *realpolitik* de la politique étrangère américaine.

Les États-Unis ont octroyé à la Chine la clause de la nation la plus favorisée, afin de bénéficier de ce nouveau et vaste marché. Il nous semble que Taiwan, reste très secondaire pour les Américains. Depuis l'époque de Nixon, les États-Unis pratiquent une politique éclairée envers la Chine populaire. L'ouvrage de Garver est assez anachronique envers ces développements.

Si l'auteur avait proposé une nouvelle approche pour Taiwan, par exemple un partenariat avec la Chine populaire avec les États-Unis comme intermédiaires, ceci aurait été davantage plus à propos et actuel pour alimenter la politique américaine envers Taiwan et la Chine populaire.

Le présent ouvrage ne remplit malheureusement pas les attentes. L'auteur nous renvoie encore dans les relations confuses qui ne tiennent pas compte des développements en République populaire de Chine, aux États-Unis et dans la communauté internationale, ni même de ceux au sein des masses taiwanaises.

Donald CUCCIOLETTA

Études américaines
Université du Québec à Montréal

Hong Kong. L'empire des consens.

MIOCHE, Antoine. Paris, PUF, 1998, 230 p.

Voici un ouvrage qui arrive à point nommé. Cet essai, à la fois historique et polémique, apporte une contribution originale aux débats qui entourent la rétrocession de Hong Kong à la Chine depuis juillet 1997. L'auteur débute son texte en analysant avec références à l'appui, les conditions historiques qui ont présidé à la création de Hong Kong. L'auteur démontre que Hong Kong est le résultat d'une convergence entre les intérêts des marchands et ceux des autorités britanniques dans leurs stratégies de conquête du marché chinois. Mioche explique ensuite, à l'aide d'une analyse de contenu des traités rédigés au 19^e siècle, comment Hong Kong est devenu une base juridique subordonnée au service des politiques diplomatiques et commerciales britanniques menées sur le continent. Troisièmement, l'auteur analyse le statut juridique des Nouveaux Territoires de Hong Kong acquis en 1898 par les Britanniques auprès des autorités chinoises pour un bail de 99 ans. Mioche explique que le statut de territoire à bail permet de maintenir un territoire sous souveraineté nominale chinoise tout en reconnaissant la juridiction britannique exclusive de celle des autres puissances. Ainsi, Londres peut administrer seule une enclave qui ne peut être menacée par d'autres puissances sans confronter la Chine. Cette construction juridique inédite est une innovation considérable qui distingue la colonie de Hong Kong. La combinaison du bail et de l'administration directe des Nouveaux Territoires par les autorités coloniales